

# La Réplique

## NUMÉRO SPÉCIAL : **LA CRISE DES OPIOÏDES**

- Quand les aidants ont besoin d'aide
- **Portraits de résilience**
- Les services publics sous pression
- **Tous à la tâche : Judy Darcy sur la réponse de la C.-B. aux opioïdes**

## QUELS SONT LES ENJEUX DE L'ÉLECTION 2019 ?

**TUESDAY ANDRICH,**  
intervenante en réduction des risques,  
SCFP 1004



# L'importance de la prochaine élection fédérale

*Les Canadiens iront aux urnes le 21 octobre pour élire leurs députés et un nouveau gouvernement. Mais pourquoi cette élection est-elle importante ? Et pourquoi est-il important que les membres du SCFP aillent voter ?*

**Parce que depuis qu'il est devenu premier ministre, Justin Trudeau a rompu plus de promesses qu'il en a tenu.** Le gouvernement libéral n'a pas respecté ses promesses de mettre fin aux échappatoires fiscales des entreprises et de réformer notre système électoral désuet et injuste. Et il a eu recours à une loi de retour au travail contre les postiers en grève. Trudeau nous a laissé tomber. Il faut lui dire que nous nous attendions à mieux.

**Parce que le chef conservateur Andrew Scheer se décrit comme un « Stephen Harper souriant ». Sourire ou pas, nous refusons de retourner à l'ère Harper.** Le Parti conservateur n'a pas beaucoup appris depuis sa défaite de 2015. Même qu'il est plus insensible et intolérant que jamais. Nous savons que, s'il est élu, Andrew Scheer coupera dans le financement d'importants services publics

comme la santé, qu'il annulera les mesures de lutte aux changements climatiques et qu'il cédera les rênes du pouvoir aux grands financiers et aux intérêts particuliers. Nous ne pouvons pas le laisser faire.

**Parce que de plus en plus de Canadiens ont de la difficulté à joindre les deux bouts, alors qu'ensemble nous pouvons améliorer la vie de tous.** Enjeu : un plan visant à rendre les logements et les médicaments plus abordables. Enjeu : un plan visant à créer des emplois bien rémunérés tout en combattant la crise des changements climatiques. Cette élection est l'occasion de relever les défis d'aujourd'hui et de voter pour les meilleures solutions pour les travailleurs.

Chaque élection compte et celle-ci compte tout autant. Chacun de nous a le pouvoir de voter pour un meilleur pays pour tous.



Le président national du SCFP, Mark Hancock, et le chef du NPD, Jagmeet Singh, avec ses partisans.

## Les élections fédérales arrivent à grande vitesse.

Voici quelques façons de vous préparer pour le 21 octobre :

### 1. Assurez-vous d'être inscrit sur la liste électorale.

Partagez les informations sur la façon de s'inscrire sur la liste électorale avec vos collègues, votre famille et vos amis. Assurez-vous que toutes les personnes en âge de voter dans votre foyer sont inscrites. Vous voulez une manière simple et non partisane d'aider ? Partagez ces informations avec vos membres. Les personnes inscrites sont plus susceptibles de voter. Pour savoir comment vous inscrire, visitez le [www.elections.ca](http://www.elections.ca).

### 2. Renseignez-vous sur les enjeux.

Invitez une personne du SCFP à parler de la campagne à une réunion de l'exécutif ou à une assemblée syndicale. Vous n'êtes pas à l'aise de parler de politique en assemblée ? Pas de problème, on peut trouver quelqu'un qui l'est. Demandez à votre conseiller syndical ou écrivez à [actionpolitique@scfp.ca](mailto:actionpolitique@scfp.ca).

### 3. Impliquez-vous.

Cherchez à savoir si votre section locale dispose d'un comité d'action politique et voyez si vous pouvez vous impliquer. Vous faites partie de l'exécutif de votre section locale ? Demandez de l'aide pour préparer votre plan électoral ! Contactez la conseillère en action politique au SCFP en écrivant à [actionpolitique@scfp.ca](mailto:actionpolitique@scfp.ca) ou en passant par votre conseiller syndical.

LA PUBLICATION NATIONALE DU SCFP ÉTÉ 2019

# La Réplique

SSN imprimé 1920-2857  
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique. Adressez toutes lettres à la rédaction à : [comm@scfp.ca](mailto:comm@scfp.ca)

Convention Poste-publications  
Numéro 40005741

Retournez les envois canadiens non distribués à :  
SCFP-Communications  
1375, boul. Saint-Laurent  
Ottawa, Ont. K1G 0Z7  
Visitez le site web du SCFP à [scfp.ca](http://scfp.ca) ou communiquez avec nous à [lareplique@scfp.ca](mailto:lareplique@scfp.ca)

**Rédactrice en chef** Emily Turk  
**Directrice des communications** Karine Fortin

**Graphiste** Jocelyn Renaud • Kate Cartwright

**Adjointes à la rédaction** Céline Carré • Anny Robert • Vicky Allard

**Collaborateurs** Amanda Vyce • Dan Gawthrop • Janet Szliske • Danika Brisson • Marnie Thorp • Emily Turk

**CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL DU SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**Président national** Mark Hancock

**Secrétaire-trésorier national** Charles Fleury

**Vice-présidences générales** Daniel Légère • Denis Bolduc • Fred Hahn • Judy Henley • Paul Faoro

**Vice-présidences régionales**

Sherry Hillier / Terre-Neuve-et-Labrador • Nan McFadgen / Nouvelle-Écosse • Brien Watson / Nouveau-Brunswick • vacant / Île-du-Prince-Édouard • Benoît Bouchard, Patrick Gloutney / Québec • Michael Hurley, Candace Rennick / Ontario • Amanda Farrow-Giroux / Nord de l'Ontario • Gord Delbridge / Manitoba • Tom Graham / Saskatchewan • Rory Gill / Alberta • vacant, Barb Nederpel / Colombie-Britannique

**Vice-présidences de la diversité** Gloria Lepine • Yolanda McClean

# Questions et réponses

## avec Judy Darcy



*À titre de ministre de la Santé mentale et de la Toxicomanie, Judy Darcy dirige l'intervention provinciale en réponse à la crise qui continue de tuer trois à quatre personnes chaque jour en Colombie-Britannique. En tant qu'ancienne présidente nationale du SCFP, elle sait combien cette crise est un problème national qui touche nos membres personnellement et professionnellement.*

### Comment votre ministère a-t-il répondu à la crise des opioïdes en Colombie-Britannique?

Lorsque nous avons pris le pouvoir en juillet 2017, nous avons créé le ministère de la Santé mentale et de la toxicomanie, le premier et le seul au Canada. Notre principal objectif est de sauver des vies et de permettre aux gens d'obtenir des traitements et des services de réadaptation.

Notre approche repose sur quatre piliers : la réduction des méfaits, le traitement, l'application des lois et la prévention.

Ensemble, avec tous nos intervenants de première ligne, nous avons réussi à éviter 4700 décès depuis deux ans. En augmentant la distribution de naloxone, en doublant le nombre de centres de prévention des surdoses et de consommation supervisée et en améliorant l'accès aux traitements médicamenteux, nous avons joué un rôle important pour sauver des vies.

Les trousse de naloxone à emporter sont maintenant disponibles dans plus de 1500 endroits en Colombie-Britannique, y compris dans 600 pharmacies communautaires. Nous avons doublé le nombre de sites de prévention des surdoses et de consommation supervisée. Il y a eu plus d'un million de visites et pas un seul décès.

Nous travaillons à rediriger un plus grand nombre de personnes vers des options de traitement et de réadaptation. Nous avons amélioré la surveillance des centres privés de réadaptation pour toxicomanes et la qualité de leurs services. Nous poursuivons des projets traditionnels comme le centre de sevrage à Vancouver. Aussi, nous travaillons avec la police dans plusieurs communautés, afin qu'elle puisse orienter les personnes à risque vers les services dont elles ont besoin.

### Que fait la province pour aider les intervenants de première ligne pour faire face à cette crise?

Je n'insisterai jamais assez sur l'importance des efforts héroïques de nos secouristes, de nos travailleurs en réduction des méfaits, de ceux des soins de santé et communautaires, des pairs, des bénévoles, des amis et des familles des personnes aux prises avec des problèmes de toxicomanie. Et je sais qu'il y a un coût à payer pour cette générosité.

Le gouvernement provincial a donc mis sur pied une équipe d'intervention mobile. Il s'agit de travailleurs de première ligne dont le rôle est justement d'aider nos travailleurs de première ligne. Ils fournissent le soutien et les services psychosociaux nécessaires. À ce jour, plus de 12 000 personnes provenant de plus de 1000 organismes différents répartis dans 70 communautés ont eu accès à des services permettant de traiter les traumatismes et de prévenir l'épuisement professionnel.

Nous avons aussi modifié les lois sur l'indemnisation des lésions professionnelles pour reconnaître les problèmes de santé mentale et les traumatismes qui frappent un grand nombre de secouristes.

### Pourquoi le gouvernement fédéral n'a-t-il pas posé plus de gestes pour résoudre ces problèmes?

Le financement fédéral a permis d'améliorer énormément l'efficacité de nos interventions provinciales et nous en sommes très reconnaissants. Cependant, la crise des surdoses continue d'avoir un impact disproportionné sur la Colombie-Britannique. Nous devons augmenter nos interventions pour mettre fin à la souffrance et aux décès de nos proches.

Il n'y a pas de réponse simple qui permettra de résoudre cette crise du jour au lendemain. Nous élargissons l'accès aux substituts de drogues toxiques fournis sous supervision médicale. Aussi, nous allons continuer d'ajouter des outils à notre boîte à outils jusqu'à ce que nous réussissions à mettre fin à cette terrible crise.

### Pourquoi les membres du SCFP devraient-ils se soucier de cet enjeu?

La toxicomanie et les problèmes de santé mentale menacent tout le monde. Les gens qui meurent sont nos enfants, nos frères et sœurs, nos mères, nos pères, nos collègues et nos meilleurs amis. Cette crise est une situation d'urgence sans précédent touchant la santé publique et affectant la vie de tout le monde.

Les membres du SCFP ont toujours été aux premières lignes, afin de travailler pour le bien commun. Nous devons tous y contribuer. Nous devons mettre fin au silence, à la honte et à la stigmatisation qui empêchent trop de personnes de demander de l'aide.

## PRÉSIDENT NATIONAL MARK HANCOCK

### L'enjeu des élections fédérales d'octobre pour les membres du SCFP

On a l'impression que la campagne électorale ayant mis fin à 10 ans de règne de Stephen Harper a eu lieu il y a à peine quelques mois. Mais, croyez-le ou non, nous retournons aux urnes le 21 octobre prochain pour élire un nouveau gouvernement.

Quels sont les enjeux de cette élection pour nous au SCFP ? Les membres, leurs proches et leurs communautés s'attendent à quoi du prochain gouvernement fédéral ?

Nous savons que les services publics de qualité sont le fondement de notre société. Toutefois, pour avoir de tels services, chacun doit payer sa juste part. Il y a 50 ans, les entreprises payaient 70 cents de chaque dollar d'impôt fédéral perçu. Aujourd'hui, elles en versent moins de 50 cents, tandis que les subventions fédérales au logement et aux infrastructures stagnent. Un gouvernement qui investit

dans l'avenir de nos communautés doit être prêt à faire en sorte que les entreprises paient à nouveau leur juste part.

Nous savons que les changements climatiques sont le plus grand défi auquel font face les générations actuelles et futures. Cependant, un plan de lutte aux changements climatiques qui ne prend pas soin des travailleurs ne vaut pas grand-chose. Nous avons besoin d'un gouvernement qui met en priorité les gens et les communautés et qui assure une transition juste vers une économie plus propre pour tous.

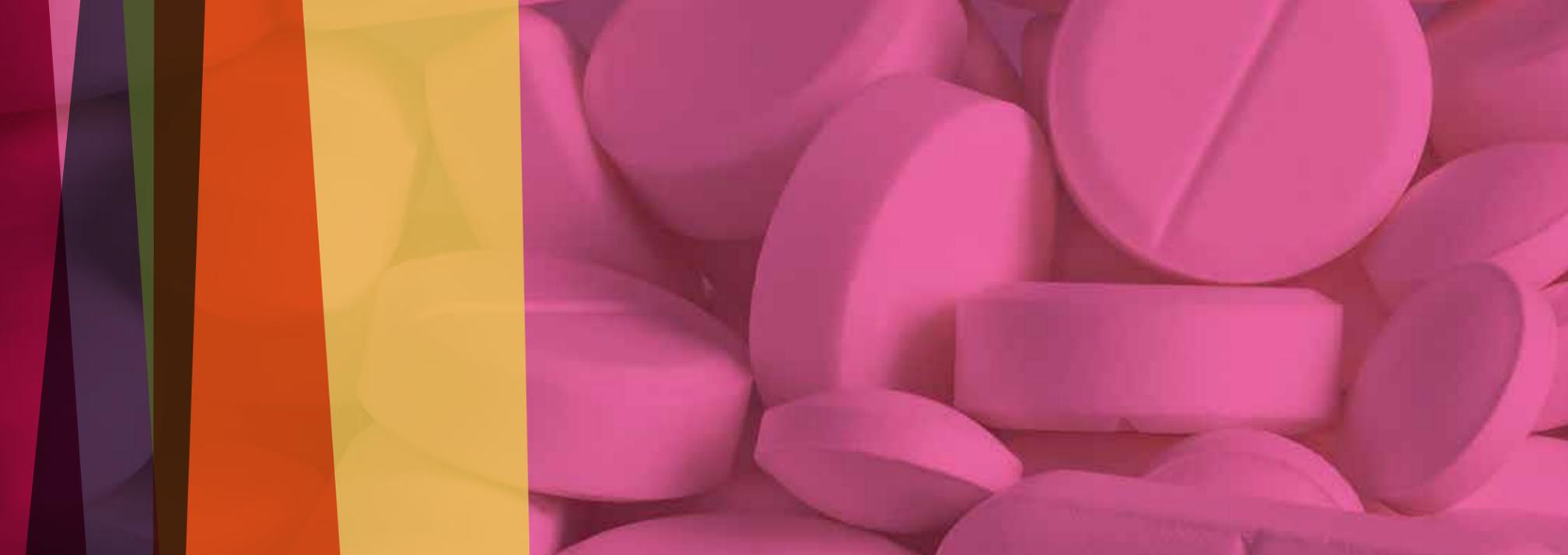
Nous savons que, peu importe où l'on vit au pays, la vie devient de moins en moins abordable. Chaque mois, la moitié des ménages canadiens est à 200 \$ ou moins du gouffre financier. Nous avons besoin d'un gouvernement qui est prêt à faire des investissements importants dans des domaines comme le logement abordable et le transport en commun.

Nous avons besoin d'un gouvernement qui est prêt à investir dans la santé et le bien-être de la population canadienne. Bien que nous soyons tous fiers de notre système d'assurance-maladie public et universel, nous savons également que trop de gens n'ont pas les moyens de payer leurs médicaments. Nous avons donc besoin d'un gouvernement qui a le courage et la vision de créer un programme national d'assurance-médicaments pour aider les centaines de milliers de personnes qui doivent choisir entre faire l'épicerie, régler leurs factures ou payer leurs médicaments essentiels.

En octobre, choisissons un gouvernement qui mettra nos priorités — les besoins des citoyens ordinaires — au cœur de ses décisions.



MARK HANCOCK EN LIGNE  [twitter.com/MarkHancockCUPE](https://twitter.com/MarkHancockCUPE)



# Quand les aidants ont besoin d'aide

Qu'ils administrent la naloxone pour contrer les effets d'une surdose ou qu'ils ramassent les seringues dans les rues et les bibliothèques, les membres du SCFP constatent de façon directe les impacts de la crise des opioïdes sur la population. Mais comment la crise les affecte-t-elle ?

Une charge de travail abrutissante, une fatigue extrême, une anxiété irrép-ressible, des traumatismes, de multiples deuils (patients, usagers, clients, amis et proches).

Dans tous les secteurs et dans chaque province, les membres du SCFP constatent les effets de la toxicomanie aux opioïdes et de l'intoxi-cation au fentanyl sur les individus et les communautés. Ils ressentent aussi la pression énorme qu'exerce cette crise sur nos services publics.

Au Canada, plus de 10 300 personnes sont décé-dées des suites d'une surdose d'opioïdes entre janvier 2016 et septembre 2018. Le fenta-nyl est en cause dans près des trois quarts de ces décès.

La crise des opioïdes est un problème de santé publi-que complexe qui découle de nombreux facteurs person-nels, sociaux et économiques, notamment l'approvisionne-ment en drogues toxiques et la stigmatisation des consommateurs de drogues. Soulignons que le nombre croissant de surdoses et

de décès liés aux opioïdes affecte des personnes de tout âge, de toute race, de tout sexe et de toute classe sociale. Toutes ces personnes dépendent de nos services publics pour obtenir de l'aide.

## Des premières lignes qui se déplacent

En 2018, le SCFP a mené une enquête nationale auprès de ses membres sur la crise des opioïdes et son inciden-ces sur leur travail. Nous savons maintenant que près de 170 000 membres travaillent en première ligne à répondre directement à la crise. Ils sont notamment répartiteurs d'urgence, ambulanciers, travailleurs en milieu hospitalier et intervenants en réduction des risques.

On s'attend à ce que ces membres soient en première ligne lors d'une crise de santé publique. Ils répondent aux personnes en surdose et connectent les toxicomanes aux services-conseils, aux soins de santé, aux centres de désintoxication, etc.

Ce qui suit pourrait

cependant vous étonner : plus de 300 000 membres du SCFP travaillant dans des services publics rencontrent régulièrement des gens avec des problèmes liés aux opioïdes ou sont susceptibles d'en rencontrer. Cela les affecte sur les plans personnel et professionnel. Leur lieu de travail (bibliothèques, services sociaux, monde municipal, éducation) les place également en première ligne.

« Nous desservons un grand nombre de personnes directement ou indirectement touchées par la crise des opioïdes », raconte Thomas Krzyzanowski, premier directeur de la succursale de la rue Parliament de la bibliothèque publique de Toronto. « Nous avons donc adapté nos services pour les clients susceptibles d'être affectés par leur consom-mation d'opioïdes ou par celle d'un proche. »

Alors que la crise des opioïdes s'aggrave, ses effets se font sentir sur des employés qui ne sont normalement pas considérés comme

premiers intervenants. Et comme ces membres remplissent des tâches qui ne correspondent pas à leur description de fonction d'origine, les premières lignes se déplacent.

« Cette crise et la crois-sance des inégalités ont augmenté le temps que nous consacrons aux usagers en situation de vulnérabilité et susceptibles de connaître une crise, explique M. Krzyzanowski. Cela a mis en lumière la nécessité de fournir au personnel de la bibliothèque davantage de formation et de ressources pour faire leur travail efficacement et préserver leur santé mentale. »

À Vancouver, Danielle LaFrance est consciente de la complexité de son travail de bibliothécaire communautaire dans le quartier Downtown Eastside. Elle garde de la naloxone avec elle pour répondre aux usagers qui semblent être en surdose.

« Quand nous travaillons à la succursale, il arrive

souvent que nous réveillons des gens pour leur demander de se redresser. La crise a changé ma façon d'approcher un usager endormi. Cela augmente l'anxiété de certains employés. » Mme LaFrance est membre du SCFP 391 à la succursale Strathcona de la bibliothèque publique de Vancouver.

Les membres du SCFP qui, comme elle, travaillent en première ligne, sont fiers de pouvoir sauver des vies et d'aider à résoudre un large éventail de problèmes liés à la crise des opioïdes. Cependant, les demandes et les pressions que cela exerce sur eux peuvent avoir de lourdes conséquences.

## Les impacts sur nos membres

À force de répondre aux besoins complexes de nos communautés (et de combler d'autres lacunes en services et en personnel), de nombreux membres se sentent épuisés et privés du soutien dont ils ont besoin.

« Le travail de bibliothé-caire nécessite un travail incommensurable sur le plan affectif qui, combiné à nos tâches régulières, peut drainer émotionnellement et ébranler », explique Mme LaFrance.

Selon les résultats de notre enquête, les travailleurs de première ligne vivent des niveaux élevés de stress et d'accidents qui y sont associés. Ils font face à une charge de travail accrue, à l'épuisement professionnel et à une fatigue physique et psychologique. Certains vivent des traumatismes liés à de multiples deuils et à des problèmes de santé

mentale comme le TSPT. D'autres ont besoin de plus de congés de maladie.

Si les impacts sur les travailleurs sont évidents, les solutions le sont également. Nos membres ont besoin de conditions de travail sûres et stables, d'effectifs suffisants et de meilleurs régimes d'avantages sociaux, avec un soutien en santé mentale.

Plus que tout, ils ont besoin qu'employeurs et gouvernements reconnaissent que leur travail est à la fois nécessaire, difficile et qu'il mérite du financement en conséquence.

#### Avancer, ne pas reculer

Partout au pays, au lieu d'investir dans la main-d'œuvre et dans les programmes dont nos communautés ont besoin, les gouvernements provinciaux de droite privent les citoyens du soutien sur lequel ils comptent pour être en santé, productifs et, dans certains cas, pour rester en vie.

En Ontario, le gouvernement Ford a coupé dans le financement des municipalités, des soins de santé, des services d'aide à l'enfance et des autres services sociaux. Il a décrété un plafond salarial dans le secteur public. Et, en pleine crise des opioïdes, il a retiré les subventions à six sites de consommation supervisée. Dans d'autres provinces conservatrices, les mesures d'austérité s'enchaînent. Les services publics essentiels, comme la santé et l'éducation, ont été réduits à néants et les salaires du secteur public stagnent ou sont carrément gelés.

Dans le contexte de la crise des opioïdes, ces compressions sont une arme à double tranchant. Avec une capacité réduite et une charge de travail accrue, ceux qui ont le plus besoin de ces services en sont privés, et les travailleurs sont épuisés et traumatisés.

Le SCFP a déjà revendiqué que le gouvernement fédéral augmente considérablement le financement pour faire face à la crise, afin que les travailleurs de première ligne reçoivent le soutien dont ils ont besoin. En outre, aux tables de négociation comme dans les manifestations, nous nous opposons aux coupes dans les services publics provinciaux.

Dans le climat politique actuel, il ne suffit pas d'insister pour que les mesures prises contre la crise des opioïdes répondent aussi aux besoins des travailleurs de première ligne. Il faut repousser les attaques concertées de la droite contre les syndicats et organiser les nouveaux employés. Il faut prendre position contre les compressions, la restructuration, la sous-traitance et la privatisation. Aussi, il faut exiger le financement adéquat des services d'urgence, de santé, sociaux, etc.

Si les employeurs ne disposent pas des fonds nécessaires pour répondre aux besoins des travailleurs, nous ne serons pas en mesure de soutenir, et encore moins de développer, les réponses à la crise. De plus, les problèmes auxquels les travailleurs de première ligne sont confrontés continueront d'augmenter.

■ **Amanda Vyce**

## La crise des opioïdes en un coup d'œil

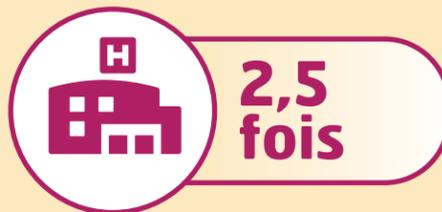
Le nombre croissant de surdoses et de décès attribuables aux opioïdes, dont le fentanyl, a des répercussions sur toutes les communautés et tous les groupes démographiques. Voici un aperçu de certaines statistiques inquiétantes.



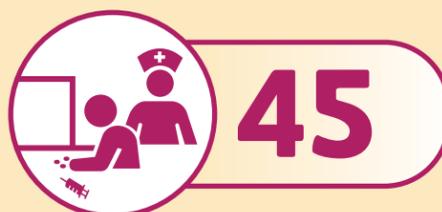
le nombre de personnes mourant chaque jour d'une surdose d'opioïdes.



le nombre moyen d'hospitalisations par jour liées aux opioïdes en 2017.



d'hospitalisations liées aux opioïdes dans les communautés rurales que dans les grandes villes.



le nombre de sites de consommation supervisée en activité au Canada (C.-B., Alb., Ont., Qc).



la puissance du fentanyl par rapport à la morphine.



la puissance du carfentanyl par rapport à la morphine.



le nombre de membres du SCFP qui sont exposés directement à la crise des opioïdes (répartiteurs des services d'urgence, ambulanciers, travailleurs hospitaliers et en réduction des méfaits).



le nombre de membres du SCFP qui rencontrent ou sont susceptibles de rencontrer des problèmes liés aux opioïdes au travail (services sociaux, bibliothèques, services municipaux et éducation).



## PORTRAITS DE RÉSILIENTS

# Nos membres en première ligne de la crise des opioïdes

Dans tous les secteurs et toutes les provinces, les membres du SCFP constatent les effets de la dépendance aux opioïdes et de l’empoisonnement au fentanyl. Pour certains, la crise intensifie les problèmes au travail. D’autres doivent accepter de nouveaux rôles en dehors de leur description de tâches. Dans les deux cas, le travail de nos membres est à la fois nécessaire et difficile et ceux-ci ont des histoires saisissantes et dérangeantes à raconter. Ils ont aussi un point de vue important sur les pressions immenses que cette crise exerce sur les services publics.

JENNIFER KIRBY | AGENTE DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

## Une « nouvelle normalité » qui n’a rien de normal

*On se sent ridicule de demander à Jennifer Kirby si la crise des opioïdes a des répercussions sur son travail. Elle travaille dans les services à l’enfance et à la famille chez Brant FACS à Brantford, en Ontario, une communauté qui affiche le deuxième taux le plus élevé d’hospitalisations pour empoisonnement aux opioïdes au Canada.*

Brantford, une ville d’environ 100 000 habitants, est aux prises avec une autre réalité terrible : les coupures imposées par Doug Ford dans les services sociaux. Dans l’année qui a suivi son élection, le gouvernement Ford a procédé à des compressions draconiennes dans tout, allant des programmes de soutien du revenu aux services aux autistes. « Tous nos fournisseurs de services sont aux prises avec cette crise », explique Mme Kirby, aussi présidente du SCFP 182. « Et si on ajoute la complexité des dossiers de la protection de l’enfance, ça devient presque

impossible. »

Comme la plupart des sociétés d’aide à l’enfance de l’Ontario, Brant FACS souffre d’un sous-financement chronique, mais les compressions budgétaires de Ford ont fait particulièrement mal en cette période de vulnérabilité.

« Près de 30 pour cent des enfants qui nous sont confiés le sont à cause du problème d’opioïdes d’un parent, précise Mme Kirby. Et la complexité de ces dossiers draine nos ressources. Un jeune enfant est décédé, parce qu’il a touché à du fentanyl. On a retrouvé un garçon dans sa maison, à côté de son père qui avait

fait une surdose par terre.

Protéger les enfants est devenu beaucoup plus difficile qu’avant. »

Pour Mme Kirby, agente en développement communautaire et intervenante en soutien familial depuis plus de 20 ans, les temps n’ont jamais été aussi désespérés : « On ne prend plus de pauses. On roule à fond de train tout le temps. Les gens sont stressés à force de chercher à respecter les normes, de sorte que leur santé mentale en souffre. »

En mars, Brant FACS a été contraint de licencier 26 personnes en raison des

coups de Ford. Et l’organisme prévoit d’autres compressions. « Ici, on parle de “nouvelle normalité”. Et savoir que le financement diminuera encore ne fait qu’ajouter au stress. »

Mme Kirby et ses collègues sont au bout du rouleau physique et psychologique. C’est ce qui arrive quand on prive de ressources un service public déjà pauvre, en pleine crise du fentanyl. Elle dit que beaucoup de ses collègues ont du mal à dormir, parce qu’ils s’inquiètent pour les enfants placés sous leur responsabilité.

« Nous voulons garder les familles ensemble. Hélas, à cause du risque élevé entourant cette crise des opioïdes, on doit retirer immédiatement les enfants de leur foyer. Nous sommes donc aux prises avec un dilemme interne : ce n’est pas pour ça que nous avons choisi ce métier. Je veux aider les enfants, les protéger et venir en aide aux familles, alors que dans ces cas-là on les déchire. »

Mme Kirby et ses collègues ont demandé à leur député provincial les ressources nécessaires pour aider les

plus vulnérables de leur communauté. On leur a refusé une rencontre avec le ministre.

« Nous n’avons pas les ressources pour servir ces familles, souligne-t-elle. Si nous prenons des enfants en charge, c’est parce que nous n’avons pas les services pour les aider à rester chez eux. Le système est surchargé. Le nombre de dossiers par personne augmente. Nous passons plus de temps à répondre à la crise qu’à aider ces familles, particulièrement celles qui souffrent de cette crise. »

Même si le moral est bas et la route ardue, Mme Kirby se montre encouragée par les protestations. Elle puise sa force de ses collègues membres du SCFP. « Les gens pensent qu’ils luttent seuls. Mais en sachant que mes consœurs et confrères du secteur de la santé, du secteur municipal et des soins de longue durée vivent la même chose, je vais pouvoir tenir le coup. Et je pense que le SCFP va dans la bonne direction. »

■ Emily Turk

# Prendre les gens tels qu'ils sont

*La routine habituelle de Tuesday Andrich, coordonnatrice de jour à la PHS Community Services Society, peut inclure presque n'importe quoi. Elle s'occupe des urgences médicales, prépare les repas et aide les résidents avec tout, de la lessive à la santé mentale. Elle a même littéralement éteint des incendies.*

« Nous prenons les gens tels qu'ils sont », explique cette membre du SCFP 1004. « Nos pratiques de soins tiennent compte des traumatismes. Nous soutenons les personnes dans leurs objectifs de vie. » Ces objectifs sont parfois aussi simples que de prendre leurs médicaments régulièrement, de consommer moins ou de trouver un emploi.

En outre, Mme Andrich répond aux surdoses qui surviennent souvent parce que les résidents consomment des drogues coupées au fentanyl. En tant qu'intervenante en réduction des risques, elle doit être préparée à de nombreux scénarios. Elle dispose de divers outils, notamment du Narcan ou de la naloxone, de l'oxygène et des sacs de réanimation manuelle. « Nous nous précipitons avec tout ce matériel pour intervenir en cas de surdose », dit-elle.

Mme Andrich considère que son travail est simple : garder les gens en vie et en bonne santé. « On ne parle

pas de tous ces gens qui ont eu des lésions cérébrales, parce que l'aide n'est pas arrivée assez rapidement. » Elle note que beaucoup de personnes sont en moins bonne santé après une surdose, car ses effets n'ont pu être renversés à temps pour éviter les complications.

En effet, on arrive parfois trop tard.

Les travailleurs sont alors confrontés à une réalité dévastatrice en première ligne : des gens qu'on connaît meurent. « À force d'écouter ces gens raconter leurs souhaits et leurs rêves, les traumatismes qu'ils ont traversés, les moyens qu'ils ont utilisés pour les surmonter, on finit par s'attacher à eux. Et puis, peut-être les retrouvera-t-on morts le lendemain. »

Les intervenants en réduction des risques peuvent vivre du stress traumatique, du stress indirect, de la fatigue de compassion et de l'épuisement professionnel. Or, comparativement à certains premiers répondants, ils ont peu

d'options de congé ou de protection salariale. En Colombie-Britannique, la seule disposition qui leur est offerte est l'assurance-emploi médicale qui couvre 55 pour cent du revenu, alors qu'il n'est pas toujours possible d'obtenir des presta-

tions d'accidents du travail pour cause de stress. « Nous présentons des réclamations, mais elles sont souvent refusées, déplore Mme Andrich. Impossible de tenir longtemps dans ce travail dans de telles conditions. Nous créons des travailleurs traumatisés et on les mange tout rond pour ensuite les recracher. »

Selon Mme Andrich, les gouvernements doivent valoriser le travail des membres du SCFP et les personnes qu'ils servent. Et cela doit se traduire par l'amélioration des dispositions relatives aux congés, mais aussi par la dépénalisation de la consommation de drogue, la prise de mesures pour déstigmatiser la consommation, l'ouverture

d'autres sites de prévention des surdoses et la distribution de trousse de dépistage gratuites.

Aux membres qui souhaiteraient donner un coup de main, elle propose : « Commencez modestement dans votre communauté, votre foyer, votre section locale, en portant attention aux mots que vous utilisez. Au lieu d'appeler un consommateur de drogue un toxico ou un drogué, pensez à ce que ressentirait cette personne en vous entendant. Se sentirait-elle soutenue par vous ? Nous sommes tous endoctrinés à dire ces choses et à utiliser des mots comme ceux-ci. Il faut les désapprendre. »

■ Janet Szliske



## NATIONAL SECRETARY-TREASURER CHARLES FLEURY

### Outiller nos membres pour riposter

Beaucoup de choses ont changé depuis les dernières élections fédérales de 2015. À l'époque, de nombreux travailleurs estimaient que le Canada avait enfin pris un bon tournant en mettant fin au règne de neuf ans de Stephen Harper.

Mis à part le fait que Justin Trudeau n'a pas respecté son programme progressiste (pour les femmes, les peuples autochtones, les travailleurs, les électeurs), l'élection de 2019 soulève beaucoup d'enjeux pour les membres du SCFP. Dans sa chronique, Mark Hancock souligne ce que nos membres devraient surveiller d'ici le mois d'octobre.

Oui, Stephen Harper n'est plus là. Mais ses disciples ont pris le pouvoir un peu partout au pays. Les gouvernements et les idées de droite se répandent. Les membres du SCFP font face à de nombreux défis.

En Ontario, en campagne électorale, Doug Ford a promis que « personne ne perdrait son emploi » sous son gouvernement. C'était un mensonge.

On constate déjà des pertes d'emplois en première ligne du système de santé. Le système d'éducation est aussi ciblé.

En Alberta, Jason Kenney se dépêche à défaire les changements progressistes apportés par le gouvernement néo-démocrate.

Partout, les gouvernements conservateurs mettent tout en œuvre pour démanteler les mesures de protection de l'environnement, comme si les changements climatiques n'étaient pas réels.

Et on s'en prend aux travailleurs : à leurs droits, à leur salaire et à leur sécurité. On annule les hausses du salaire minimum. On complique leur syndicalisation.

Mais le SCFP est là pour riposter. Avec nos alliés, nous nous organisons et nous faisons campagne. Pas seulement parce que ces changements vont faire mal à nos membres, mais parce qu'ils vont faire encore plus mal aux autres travailleurs qui ne sont pas syndiqués. Ils vont nuire aux familles et aux communautés. À nos communautés.

Le SCFP continuera de défendre des conditions de travail sûres, un salaire minimum suffisant, des avantages sociaux et des régimes de retraite décentes pour tous les travailleurs. Nous continuerons de nous battre pour des services publics accessibles et abordables.

Parce que le SCFP riposte. Comme toujours.

Et nous avons les outils pour le faire. Pour la première fois de notre histoire, la Caisse nationale de grève a franchi la barre des cent millions de dollars.

Les sections locales de tout le pays peuvent donc être sûres que le SCFP national pourra les soutenir quand elles en auront besoin. Nous avons les ressources pour soutenir nos membres qui doivent débrayer. Les employeurs le savent et les gouvernements aussi.

C'est ça, le pouvoir d'un syndicat pancanadien de 680 000 membres répartis dans tous les secteurs et dans toutes les régions.

Oui, l'année 2019 sera pleine de défis. Mais sachez une chose : au SCFP, nous sommes prêts à les affronter.

CHARLES FLEURY EN LIGNE [twitter.com/CUPENatSec](https://twitter.com/CUPENatSec)



# Se préparer à l'impact

*Kelly Budway, membre du SCFP 873, aime son travail d'ambulancière. Elle n'a jamais regretté avoir abandonné sa carrière d'agente de bord, après dix ans, pour suivre une formation en services médicaux d'urgence et se joindre à BC Ambulance Service en 2011.*

« Chaque journée pose un nouveau défi, une nouvelle chose à apprendre, raconte-t-elle. C'est ce qui me motive. » Mme Budway est aussi vice-présidente régionale du SCFP 873 pour le Grand Vancouver.

Un défi se révèle plus difficile depuis 2016 : l'épidémie de surdoses de drogue qui la touche régulièrement dans le quartier Downtown Eastside de Vancouver. Pour les ambulanciers en première ligne de la crise des opioïdes, le quartier le plus pauvre de la ville ressemble souvent à une zone de guerre. Avec autant de personnes en crise et de nombreuses victimes chaque jour, le trouble de stress post-traumatique (TSPT) est devenu trop commun chez ces premiers

intervenant touchés par l'exposition constante à la tragédie humaine.

« Il y a encore des gens parmi nous qui pensent ne pas pouvoir en parler, explique Mme Budway. Ils jouent les durs : ce qui se passe sur le ring reste sur le ring. Et chacun a son propre interrupteur dans sa tête qui dit : 'ceci va m'affecter mentalement ou émotionnellement.' »

Composer avec un traumatisme fait partie du travail de tout premier intervenant et le TSPT est courant chez les policiers, les

pompier et les ambulanciers. Or, selon Mme Budway, on pourrait atténuer le problème chez les ambulanciers avec davantage de ressources.

« Nous avons besoin de plus d'ambulances et d'ambulanciers, parce que ceux des zones périphériques sont fréquemment appelés en renfort au centre-ville. »

**« Il y a encore des gens parmi nous qui pensent ne pas pouvoir en parler. »**



Elle souligne qu'il y a trop de véhicules sans personnel et trop d'ambulanciers qui sortent en solo.

Il faudrait aussi offrir plus de soutien en santé mentale aux ambulanciers. Bien qu'elle soit reconnaissante pour l'équipe de soutien par les pairs après un incident critique, dont s'est dotée sa section locale (en tout temps, elle peut téléphoner à un autre ambulancier qui l'aidera à verbaliser son stress ou même la référer à un psychologue), Kelly Budway juge que ce n'est pas assez.

« Je pourrais répondre à six surdoses en une journée et il se peut que ce soit la septième qui m'atteigne. Ou encore, je pourrais continuer à répondre à ces appels de surdoses pour le reste de ma carrière et il se peut que ce soit un patient atteint d'Alzheimer qui m'atteigne profondément. Ou encore l'appel concernant l'abus d'un enfant. On ne sait pas ce que ce sera, tant que cela ne se produit pas. »

■ Dan Gawthrop

# Autres tâches sur demande

*Terrill Budd et ses collègues de la bibliothèque centrale de Calgary savent que la crise des opioïdes est à leurs portes. La succursale de Mme Budd est située dans le Downtown East Village, un quartier qui connaît un taux élevé d'interventions des services médicaux d'urgence pour des incidents liés aux opioïdes. On envisage d'ouvrir un site de consommation supervisé dans les environs.*

« Au congrès, raconte-t-elle, j'ai parlé de deux de mes collègues qui, à la fermeture, ont trouvé une femme qui ne réagissait pas dans une toilette. Ils ont dû faire des manœuvres de réanimation jusqu'à l'arrivée des ambulanciers. Ce fut très troublant. »

Les bibliothèques et leurs employés ont toujours répondu aux défis sociaux et communautaires. Or, alors que le gouvernement provincial coupe dans le budget des services sociaux, les bibliothèques sont devenues les nouvelles lignes de front de l'itinérance, de la pauvreté et d'une situation d'urgence dans le domaine de la santé publique, c'est-à-dire la crise des opioïdes.

« Je vois l'impact qu'elle a sur la communauté », affirme Mme Budd, première déléguée syndicale du SCFP 1169, le syndicat des employés des

bibliothèques de Calgary et de Cochrane. « C'est déchirant à voir et on le voit à tous les jours. »

Les bibliothèques canadiennes doivent faire face depuis quelques années à la crise des opioïdes. Elles se sont dotées de politiques qui ont suscité un vaste débat sur la pertinence, pour leurs employés, d'intervenir de manière médicale, lorsqu'ils soupçonnent un cas de surdose.

Certaines bibliothèques publiques ont offert à leur personnel une formation volontaire sur l'administration de naloxone, mais celle de Calgary a plutôt choisi de munir de naloxone les agents de sécurité privés de ses succursales du centre-ville. Selon Mme Budd, il a fallu un certain temps à la bibliothèque pour décider qui administrerait ce médicament.

« Les bibliothécaires se soucient des usagers. Ils vont essayer d'aider. Cependant, nous ne sommes pas réellement formés pour gérer ces situations et, pour la plupart d'entre nous, ce n'est pas pour cela que nous avons choisi cette profession. »

Mme Budd sent une tension chez les bibliothécaires qui sont partagés entre leur rôle d'aidants, voulant être utiles et faire preuve de compassion envers les usagers, et les limites nécessaires de leur description de tâches. « Selon moi, c'est un problème de santé et de sécurité. Le personnel de la succursale doit se sentir en sécurité au travail. Je veux bien aider, mais en tant que bibliothécaire et non pas comme travailleuse sociale ou comme infirmière. »

« C'est un équilibre difficile à atteindre, ajoute-t-elle.



Peu importe le type de politique adoptée, elle insiste sur le fait que la participation du personnel doit être volontaire et que les travailleurs, quel que soit leur statut d'emploi, doivent être soutenus lors d'événements traumatisants. « Je me sens

appuyée par mon organisation, mais je travaille dans une grande succursale, où j'ai de nombreux collègues sur qui compter. Les employés des petites succursales ressentent beaucoup plus d'anxiété. »

■ Emily Turk